

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative - Bâtiment A
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 19/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SNAM

Avenue Jean Jaurès
BP 4
12110 Viviez

Références : 12-CRARC-2026-09
Code AIOT : 0006802477

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement SNAM implanté Avenue Jean Jaurès BP 4 12110 Viviez. L'inspection a été annoncée le 07/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée afin de s'assurer du respect :

- des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 août 2025 portant sur la mise en conformité du confinement des eaux d'extinction incendie ;
- d'une non-conformité relevée lors de la précédente inspection réalisée le 10 juin 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNAM
- Avenue Jean Jaurès BP 4 12110 Viviez
- Code AIOT : 0006802477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La SNAM est autorisée à exercer plusieurs activités liées au traitement de déchets industriels, notamment :

- la distillation et le raffinage du cadmium à partir de batteries/accumulateurs NiCd permettant l'obtention de lingots de cadmium métal ;
- la thermolyse de piles/batteries/accumulateurs NiMH et Li-ion dans des fours de thermolyse.

Les activités liées à l'extraction de cobalt, de nickel et de manganèse sur la ligne hydrobat, à partir de la fraction pulvérulente (dite «masse active») issue des opérations de broyage/tamissage des piles/batteries/accumulateurs Li-ion après thermolyse sont à l'arrêt depuis le 29 juillet 2025. L'exploitant a notifié à madame la préfète de l'Aveyron par courrier en date du 3 décembre 2025 la cessation définitive de ces activités. Le dossier relatif aux mesures prises pour assurer la mise en sécurité des terrains concernés sera adressé prochainement. L'exploitant s'est d'ores et déjà rapproché d'une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués pour faire attester :

- la mise en œuvre des mesures de mise en sécurité ;
- les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 dans le cadre de la réhabilitation des terrains.

Le site est actuellement régi par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2023 modifié, sous le statut Seveso seuil haut du fait de la quantité de produit dangereux pour l'environnement aquatique susceptible d'être présente sur le site (rubrique 4510). Les installations relèvent également de la directive «IED» au regard des rubriques 3250 (transformation de métaux et alliages non ferreux), 3420 (fabrication de produits chimiques inorganiques), 3510 (traitement de déchets dangereux) et 3550 (stockage temporaire de déchets) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 5.1.3	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentels	Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 5.1.6.II	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Situations d'urgence et moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection du 3 février 2026, l'exploitant a procédé à la mise en conformité du site. Il est ainsi proposé de lever la mise en demeure du 11 août 2025.

Par ailleurs et lors de la visite du site, il a été constaté la présence de déchets contenant du cadmium résiduel en dehors des zones de stockage autorisées. Ces déchets devront être déplacés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 5.1.6.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques au bassin de confinement
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/06/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 11/11/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Ce confinement est réalisé par un bassin de confinement d'un volume disponible en permanence d'au minimum 1 400 m³ interne à l'installation. Les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p>

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des faits :</u></p> <p>Lors de l'inspection du 10 juin 2025 portant sur la mise en œuvre d'un exercice POI, l'équipe d'intervention a utilisé un RIA pour simuler l'extinction de l'incendie au niveau du groupe de filtration froide (ASPI 7). Les eaux ainsi déversées se sont accumulées sur la dalle en béton sans pouvoir rejoindre le bassin de confinement des eaux d'extinction incendie en raison de la surélévation d'un avaloir. Ces eaux se seraient alors soit infiltrées dans le sol côté voie ferrée, soit dirigées vers la rivière l'Enne. Par arrêté préfectoral du 11 août 2025, l'exploitant a été mis en demeure de respecter les prescriptions techniques visant à recueillir l'ensemble des eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées et dirigées vers le bassin de confinement interne au site.</p> <p>Lors de l'inspection du 3 février 2026, il a été constaté la présence d'un muret sur le pourtour de la dalle en béton évitant ainsi aux eaux d'extinction incendie (et aux eaux pluviales de ruissellement) de rejoindre directement le milieu naturel. Cette dalle est désormais dotée d'un regard au point le plus bas équipé d'une pompe immergée permettant d'évacuer les eaux vers le bassin de confinement. En cas de coupure électrique, le niveau d'eau s'élèvera au niveau de la dalle jusqu'à une hauteur d'environ 20 cm et les eaux s'évacueront par gravité vers le bassin de confinement par l'intermédiaire d'un deuxième regard.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu de ce qui précède, il est proposé de lever la mise en demeure du 11 août 2025. Un projet d'arrêté de levée de mise en demeure est également joint au présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Situations d'urgence et moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/06/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 06/07/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p>

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

Rappel des faits :

Lors de l'inspection du 10 juin 2025, il a été constaté que le RIA situé à proximité immédiate du groupe de filtration froide (ASPI7) n'était pas alimenté en eau. Cette non-conformité avait fait l'objet d'une demande d'action corrective.

Par courrier en date du 25 juin 2025, l'exploitant a indiqué avoir réparé et remis en eau le RIA défectueux.

Lors de l'inspection du 3 février 2026, il a été constaté que le RIA et sa canalisation avaient été déplacés et remis à neuf en janvier 2026. Il est désormais parfaitement accessible en cas d'incendie sur le groupe de filtration froide (ASPI7).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé à l'exploitant de prévoir une vérification et un essai de ce nouveau matériel dans les prochains mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 5.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages

Prescription contrôlée :

Les produits, déchets et matières premières liés aux activités énumérées à l'article 1.2 du présent arrêté sont stockés dans les conditions définies ci-après :

Stockage	Nature des produits stockés
----------	-----------------------------

Zone référencée 10b	Batteries, piles et accumulateurs NiCd
Zone référencée 10c	Batteries NiCd
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de 96 fûts métalliques de 200 litres de déchets contenant du cadmium résiduel en provenance de la société SAFT située en Suède. Selon l'étiquetage, une palette de 4 fûts contient approximativement 330 kg, soit environ 8 tonnes de déchets stockés dans un couloir menant aux unités de traitement des batteries NiCd usagées. Ces déchets contenant du cadmium doivent être stockés soit en zone :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10b, zone de stockage de batteries NiCd, Li-Ion ou NiMH constituée de 16 cellules de 84m² ; • ou 10c, zone de stockage de batteries NiCd au sein du bâtiment 40. 	
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai n'excédant pas 15 jours, l'exploitant déplacera les 96 fûts métalliques de 200 litres de déchets contenant du cadmium résiduel, actuellement stockés dans un couloir menant aux unités de traitement des batteries NiCd usagées, vers les zones 10b ou 10c.</p>	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande d'action corrective	
Proposition de délais : 15 jours	